

AFAR TIMES

La revue du Monde Afar



ABBATTE

**UNE VIE DE LUTTE
ET DE RESISTANCE**

Interview

Docteur Abbatte

Une vie de lutte et de résilience



Dr Abbatte, pourriez-vous commencer par nous raconter les débuts de votre parcours personnel ?

Je suis né en 1951 à Daka, dans le district de Dikhil, en République de Djibouti. À cette époque, les registres de naissance n'étaient pas systématiques, ce qui fait que je ne connais pas précisément le jour et le mois de ma naissance. Ma famille vivait dans un environnement rural, marqué par des traditions nomades. J'ai commencé l'école à Dikhil à l'âge de 9 ans. J'ai poursuivi mes études secondaires à Tadjourah, puis au lycée de Djibouti, où j'ai terminé ma première. C'est en 1971 qu'une opportunité inattendue a changé ma vie : j'ai été sélectionné pour un programme en France visant à restaurer des monuments historiques. Ce fut ma première rencontre avec l'Europe, et, encouragé par des amis, j'ai décidé de rester pour terminer mes études.

Pourquoi avez-vous choisi la médecine comme domaine d'études ?

J'ai choisi la médecine parce que je voulais servir ma communauté. À cette époque, Djibouti manquait cruellement de médecins. Il était évident pour moi que revenir avec cette compétence pourrait faire une différence. En 1981, après avoir soutenu ma thèse à l'Hôpital Broussais-Hôtel Dieu, j'ai fait le choix de rentrer à Djibouti malgré des opportunités de carrière en France. C'était un engagement personnel, une volonté de contribuer au développement de mon pays.

À votre retour, comment avez-vous contribué au système de santé de Djibouti ?

À mon retour en 1982, j'ai été affecté à l'hôpital d'Ali Sabieh, puis à l'Hôpital Général Peltier à Djibouti, où j'ai été nommé directeur technique. À cette époque, il y avait très peu de médecins djiboutiens, et j'étais seulement le 6^e médecin djiboutien à rentrer au pays. Les services de santé étaient concentrés essentiellement à Djibouti-ville. Inspiré par les concepts de soins de santé primaires promus par l'OMS, j'ai travaillé à diffuser ces services vers les zones rurales, en introduisant des programmes de vaccination, de soins maternels et infantiles, et d'accouchements sécurisés.

Vous avez également été impliqué dans la sphère politique. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Mon engagement politique a commencé très tôt. En 1969, alors que j'étais encore au lycée, j'ai cofondé l'Association pour l'Avenir des Jeunes du Territoire, qui visait à promouvoir l'éducation des jeunes Afars. C'est l'ancêtre de l'UDC (Union pour le Développement Culturel) toujours actif actuellement. Pendant mes années d'études en France, j'ai continué cet engagement à travers des associations étudiantes, notamment l'Union Nationale de la Côte Afar et Somalie (UNECAS), qui militait pour l'indépendance de Djibouti.

Après l'indépendance en 1977, j'ai participé à la création de plusieurs mouvements politiques, comme le Mouvement Populaire de Libération (MPL), puis le Front Démocratique pour la Libération de Djibouti (FDLD). **Ces mouvements étaient des réponses aux exclusions politiques et sociales dont les Afars étaient victimes.**

Expliquez-nous un peu le contexte politique au moment de l'indépendance.

Il y avait 3 partis en concurrence. Le parti du pouvoir en place, celui de Ali Aref Bourhan était l'Union Nationale pour l'Indépendance (UNI). Il s'était converti tardivement à la demande d'indépendance et la voulait autant que les autres mais avec lui à la tête du pays. Et puis il y avait la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance (LPAI) qui était le résultat de la fusion, en 1972, de la Ligue Populaire Africaine de Hassan Gouled (LPA) et de la Ligue pour l'Avenir et l'Ordre d'Ahmed Dini (LPO). Le premier en était le président et le second le secrétaire général. C'est à eux que le colon transmettra le pouvoir. Et enfin il y avait le Mouvement Populaire de Libération (MPL) dont je faisais partie. Les Afars se répartissaient surtout entre d'un côté les anciens proches d'Ali Aref, dans l'UNI, et les jeunes contre lui, membres du MPL.

Docteur Abbatte

Les français ont placé Hassan Gouled pour donner un gage à la Somalie

Qu'est-ce qui s'est passé en 1977 pour que le pouvoir soit remis au LPAI ?

Selon moi, la France n'a pas eu le choix. Elle avait la pression parce que Djibouti était le dernier pays colonisé de l'Afrique. Tout au long de l'histoire, l'Ethiopie et la Somalie se sont disputés Djibouti. Mais à ce moment de l'histoire, l'Ethiopie était trop faible et désorganisée alors que la Somalie était forte et réclamait la session de Djibouti. Les français ont placé au pouvoir un Issa pour donner un gage à la Somalie tout en convaincant Hassan Gouled de résister aux injonctions de Siad Barré. Les Afars n'avaient aucun soutien de l'extérieur et étaient trop divisés à l'intérieur du pays.

Comment se sont déroulés les premiers mois et les premières années après l'indépendance ?

Au bout de 6 mois, il y a eu un sérieux conflit entre le président Hassan Gouled et son premier ministre Ahmed Dini. Celui-ci s'est vu refuser l'entrée de la présidence car il a tenté vainement de protester contre les maltraitances que subissaient les jeunes Afars qui étaient harcelés, battus et emprisonnés pour n'importe quel motif. Il a démissionné en décembre 1977 et a voulu créer son propre parti, avec ceux qui lui étaient restés fidèles, le Parti Populaire Djiboutien. Ils ont été emprisonnés pour la plupart, dont Ahmed Dinilui-même, et le parti a été dissous.

Les jeunes Afars ont commencé à quitter le pays vers l'Ethiopie et ont créé là-bas un front de résistance contre le chemin que prenait l'indépendance de Djibouti. **Les jeunes issus du MPL et de l'UNI ont fusionné en 1979 pour créer le Front de Libération de Djibouti (FDLD)** qui a mené des actions sporadiques contre l'armée nationale.

Comment s'est terminée l'aventure du FDLD ?

Tant qu'il avait le soutien du régime éthiopien, le FDLD pouvait agir et faire mal au gouvernement djiboutien. Mais en 1982, le vent a tourné. Sous la pression de la France et des Etats-Unis, le leader éthiopien, Mengistu Haïlé Mariam, a demandé aux dirigeants du FDLD de cesser leurs activités et de quitter son pays au plus vite. Beaucoup d'entre eux sont rentrés à Djibouti et une poignée d'hommes sont restés sur place, dont leur chef Adoyta. Ceux qui sont rentrés n'ont pas été inquiétés mais durant leur absence, le régime avait ouvert toutes les portes aux Issas et Somalis des pays voisins et beaucoup d'entre eux ont eu du mal à retrouver du travail, sauf les hauts cadres.



Quelles ont été les grandes étapes de la lutte armée avec le FRUD ?

Le FRUD (Front pour la Restauration de l'Unité et la Démocratie) a été créé en 1991 dans un contexte de marginalisation persistante des Afars. Le mécontentement des Afars n'a fait que croître depuis 1982 et beaucoup d'entre nous étaient révoltés par l'injustice croissante que nous subissions en tant qu'Afars dans notre pays. J'ai d'abord créé un mouvement (AROD) pour sensibiliser et agglutiner les cadres Afars autour de l'idée qu'il fallait faire revivre la lutte. Mais nous devons changer de stratégie.

Nous ne voulions plus dépendre d'un pays étranger mais rassembler nos forces sur notre propre territoire. Nous avons fait revenir les hommes et leur matériel de l'Ethiopie vers Djibouti, dans le Nord. Nous avons tenu une grande réunion à Amqisso, où nous avons fusionnés le FDLD, AROD et un autre groupe pour fonder le FRUD. Nous avons établi notre capitale et arrière bas à Assagaila. Le premier chef du FRUD a été Adoyta, homme expérimenté et aguerri de ces longues années en Ethiopie.

Les premiers combats ont eu lieu le 11 novembre 1991 et très vite nous avons pris le contrôle de plusieurs régions pour attirer l'attention sur nos revendications qui étaient une demande de justice, d'égalité et une plus grande inclusion des Afars dans les affaires du pays. Moi j'étais chargé de porter la parole du FRUD auprès de la presse et des chancelleries étrangères. Le gouvernement djiboutien menait une propagande disant qu'il était attaqué par des étrangers. Mon travail était de répéter que le FRUD était bien composé d'Afars originaires de Djibouti.

Racontez-nous la fin de la guerre du FRUD.

Ce sont les Français qui nous ont battus ! C'est eux qui ont recruté Ougoureh Kifleh, qui ont fait l'interposition entre les 2 camps, ont corrompus des gens du côté du FRUD et ont permis le réarmement du côté gouvernemental. Les français ont créés de graves dissensions au sein du FRUD. Ils ont dit à Hassan Gouled de faire semblant d'accepter la démocratie et de mettre en place le multipartisme. Au début il y avait 3 partis dont un parti Afar, puis le FRUD a créé son parti mais il a été très vite absorbé par le parti au pouvoir, le Rassemblement Pour le Progrès.

Docteur Abbatte

Qu'avez-vous fait après l'épisode du FRUD ?

Je suis rentré du FRUD en juin 1997. J'ai intégré le nouveau parti et je me suis présenté comme candidat aux législatives qui ont suivi. J'avais essayé les armes, ça n'a pas marché, et je pensais pouvoir faire changer les choses politiquement. J'ai été élu au parlement mais je me suis rendu compte que le parti du FRUD était dans une inertie totale et que les chefs avaient adoptés les méthodes du régime qu'ils combattaient quelques années avant.

Pourquoi avez-vous décidé de vous présenter à la présidence en 1999 ?

Je n'étais pas satisfait de ce que je faisais et je voyais que les gens autour de moi non plus. Alors j'ai voulu aller plus loin et poser une question fondamentale à la population Afar : acceptez-vous de continuer à être marginalisés ou êtes-vous prêts à lutter politiquement pour changer les choses ? Malheureusement, cette tentative a révélé un désenchantement profond. Les premiers qui m'ont combattu étaient les Afars, à commencer par le FRUD de Jean Marie. J'ai été combattu autant par mes pairs que par le régime.

J'ai compris que tout le monde est devenu alimentaire, ce que j'ignorais à l'époque. Quand on a fondé le FRUD, il y avait l'engouement de la jeunesse, l'esprit de révolte, de recherche de la justice, de lutte pour obtenir cela. Ce que j'ignorais c'est que cet esprit avait disparu. Avec le retour des « qagabas », l'échec de FRUD a eu des graves conséquences sur le mental des Afars.

Ils pensaient que j'étais fous. Je demandais juste un bulletin dans l'urne c'est tout. Les autres partis avaient un leader qui avait des ambitions, qui ne pouvait pas admettre qu'un Afar puisse être candidat à la présidence.

J'étais le seul Afar à être candidat. Mais j'ai constaté que même ça ce n'était pas possible.

Plus tard, vous avez aussi intégré des partis mixtes, comme le MODEL. Pourquoi ?

En 2012, j'ai intégré le MODEL car je voulais essayer encore autre chose. C'était un parti récent qui cherchait à rassembler au-delà des clivages ethniques. C'était une tentative de construire une opposition nationale crédible. Nous avons même remporté les élections législatives sous l'Union pour le Salut National (USN), mais les résultats ont été confisqués par le régime. Cette expérience a renforcé mon scepticisme sur la possibilité d'un changement par les voies traditionnelles.

Pour moi, tout ça a montré qu'il n'est pas possible de fonder une organisation nationale qui préconise l'égalité de tous les citoyens à Djibouti. Parce qu'au fond les Afars n'ont pas confiance aux Issas. Même s'ils sont opposants, ils se disent tous ces gens sont les mêmes. Les Issa n'ont pas confiance non plus et ils disent que n'allons pas prendre le risque de perdre tout ce que nous avons pour une association avec les Afars qu'on a réussi à éliminer du jeu politique.

Après toutes ces années de lutte, quel est votre message pour les jeunes ?

Je leur dirais de ne jamais oublier d'où ils viennent et ce qu'ils peuvent faire pour leur communauté. **La lutte pour la justice est un héritage à transmettre, mais elle doit être réfléchie et adaptée aux contextes actuels.** Il faut privilégier l'engagement collectif et ne jamais se laisser corrompre par des intérêts personnels.

Pensez-vous qu'un changement est encore possible à Djibouti ?

Oui, je crois que le contexte international jouera un rôle crucial. Les injustices actuelles ne peuvent pas durer éternellement. Les Afars, et plus largement la population djiboutienne, doivent se préparer à saisir les opportunités qui viendront avec ces évolutions géopolitiques.

Que retenez-vous de votre parcours de vie ?

Ce que je retiens, c'est une vie de sacrifices et de dévouement pour ma communauté. J'ai refusé des opportunités personnelles en France ou à l'OMS pour servir mon pays. Bien que le chemin ait été semé d'embûches, je reste fier des contributions que j'ai apportées, notamment dans le domaine de la santé publique. **Mon seul regret est de ne pas avoir vu les fruits politiques de mes efforts.**

Un dernier mot pour conclure ?

La lutte continue, même si elle prend aujourd'hui des formes différentes. Je continuerai à servir ma communauté à travers mon cabinet médical et mes actions sociales. À la jeune génération, je dis : **soyez prêts à porter le flambeau. Vous êtes l'avenir de ce pays, et le changement viendra de vous.**

Dr Abbatte Ebo Adou : Une vie au service de sa communauté

Né en 1951 à Dakka, une petite localité du district de Dikhil en République de Djibouti, Dr Abbatte Ebo Adou est un homme dont le parcours incarne la résilience et l'engagement. Issu d'un milieu modeste et rural, il a grandi dans une famille nomade, marquée par la simplicité et les défis de la vie pastorale. Ces racines profondes dans la culture afar ont forgé son caractère et influencé ses choix tout au long de sa vie.

Très tôt, le jeune Abbatte brille par son ambition et sa détermination. À l'âge de 9 ans, il entame son parcours scolaire à Dikhil, avant de poursuivre ses études secondaires à Tadjourah, puis au lycée de Djibouti. Ce cheminement, peu commun pour un jeune afar de l'époque, témoigne déjà de son esprit visionnaire.

Un tournant en France : des études au service d'un idéal

En 1971, une opportunité unique lui permet de découvrir la France. Sélectionné pour participer à un programme de restauration de monuments historiques, il met pour la première fois les pieds en Europe. Cette expérience enrichissante ne se limite pas à la découverte de nouvelles cultures. Elle marque aussi le début d'un long séjour en France, où il décide de rester pour terminer ses études.

Abbatte obtient son baccalauréat en 1972 au lycée de Châtenay-Malabry et s'inscrit à la faculté de médecine de Paris. Son choix d'étudier la médecine n'est pas anodin : conscient des besoins criants de sa communauté en termes de soins de santé, il veut acquérir des compétences qui permettront de répondre à ces carences. En 1981, après des années d'efforts, il soutient avec succès sa thèse de médecine à l'Hôpital Broussais-Hôtel Dieu.

À ce moment charnière de sa vie, il est confronté à un dilemme : rester en France, où des opportunités professionnelles prestigieuses lui sont offertes, ou rentrer à Djibouti pour servir son peuple. Fidèle à ses convictions, il choisit de rentrer dans son pays natal en 1982.

Un pionnier de la santé publique à Djibouti

À son retour, Dr Abbatte est affecté à Ali Sabieh, où il se distingue rapidement par ses initiatives. Il s'investit dans la promotion des soins de santé primaires, introduisant des programmes de vaccination, de soins maternels et infantiles, ainsi que des services pour les accouchements en milieu rural. Ces efforts, inspirés des idées qu'il a découvertes à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), contribuent à moderniser un système de santé encore rudimentaire.

Il poursuit son parcours en devenant directeur technique de l'Hôpital Général Peltier, avant d'être nommé représentant de Djibouti à l'OMS à Genève. À ce poste, il œuvre à importer les meilleures pratiques en matière de santé publique dans son pays. Cependant, en 1989, un différend politique avec le ministre de la Santé le pousse à démissionner. Il ouvre alors un cabinet médical privé, où il continue à soigner les plus démunis tout en restant impliqué dans les questions sociales et politiques.

Un engagement politique et social indéfectible

Parallèlement à sa carrière médicale, Dr Abbatte s'engage activement dans la sphère politique. Dès 1969, encore lycéen, il cofonde l'Association pour l'Avenir des Jeunes du Territoire, la première organisation afar à Djibouti

dédiée à la promotion de l'éducation. Ce premier pas dans l'activisme lui ouvre les portes d'une carrière politique marquée par des hauts et des bas.

En France, il milite pour l'indépendance de Djibouti à travers l'Union Nationale de la Côte Afar et Somalie (UNECAS). Après l'indépendance, il s'investit dans des mouvements politiques comme le Mouvement Populaire de Libération (MPL), le Front Démocratique pour la Libération de Djibouti (FDLD) et le Front pour la Restauration de l'Unité et de la Démocratie (FRUD). Ces organisations visent à défendre les droits des Afars, souvent marginalisés dans le système politique djiboutien.

Une vie marquée par des sacrifices personnels

Malgré des décennies de lutte, Dr Abbatte ne cache pas sa déception face aux obstacles qu'il a rencontrés. Les divisions internes, les ingérences extérieures et la répression systématique ont freiné ses efforts pour instaurer une société plus juste. Cependant, il reste fidèle à ses idéaux et continue de contribuer à sa communauté à travers son cabinet médical.

Aujourd'hui, Dr Abbatte est un homme qui a vécu plusieurs vies : médecin, militant, politicien et humaniste. À 73 ans, il continue de porter un regard lucide sur la situation de son pays et de sa communauté. **Son parcours est un témoignage vibrant de ce qu'un individu peut accomplir lorsqu'il met ses compétences et son énergie au service des autres.**

FESTIVAL DE TADJOURAH : Détournement d'un évènement culturel et économique

Le Festival de Tadjourah, créé avec l'ambition de célébrer et de valoriser le riche patrimoine culturel afar, semble aujourd'hui s'éloigner dramatiquement de ses objectifs originaux. Conçu pour rassembler les communautés autour d'une identité culturelle commune, cet évènement est accusé d'être devenu un instrument au service d'une propagande politique orchestrée par les dirigeants en place.

Un détournement au profit d'intérêts partisans

L'édition de cette année a suscité une vague de critiques, notamment après le retrait des principaux fondateurs du festival. Ces derniers dénoncent un manque flagrant de respect pour les valeurs fondatrices et accusent deux figures proches du pouvoir, d'avoir pris le contrôle de l'organisation. Leur objectif, selon les fondateurs démissionnaires : transformer ce rendez-vous culturel en un outil de promotion électorale, à quelques mois des présidentielles.

Le thème imposé cette année, « *Politique de fraternité des peuples et diversité culturelle* », soulève des interrogations. Perçu par beaucoup comme une tentative de récupération politique, ce choix illustre l'effort du gouvernement pour utiliser la culture comme levier d'un message d'unité – un message qui, selon certains observateurs, masque mal des intérêts économiques et politiques bien plus pragmatiques.

Un cadre excluant et orienté

Les critiques ne s'arrêtent pas là. Lors d'une cérémonie récente organisée à Djibouti-Ville pour célébrer l'inscription du xeer issa au patrimoine immatériel de l'UNESCO, aucun historien afar n'a été

Cette absence de concertation dans le festival de Tadjourah a suscité de vives réactions : pourquoi imposer un thème à un festival à vocation locale sans inclure les experts et acteurs de la communauté concernée ? Cette situation alimente les accusations de **marginalisation culturelle**, dans un contexte où les initiatives afar peinent à obtenir un soutien institutionnel.

En outre, les difficultés financières rencontrées par le festival sont aggravées par les conditions imposées par le ministère de la Culture. Selon les organisateurs, ces contraintes servent à restreindre leur liberté de manœuvre et à accentuer le contrôle étatique sur l'évènement.

Une politisation manifeste

Plusieurs éléments confirment la politisation du Festival de Tadjourah. L'omniprésence de personnalités politiques, les discours prononcés en français et l'absence de figures critiques, comme l'historien Aramis Soulé, démontrent une volonté claire de contrôler le narratif de l'évènement. Les discours officiels mettent en avant les réalisations du gouvernement, reléguant au second plan la richesse et la diversité des contributions culturelles locales.

Des enjeux économiques dissimulés

Derrière cette politisation se cache un volet économique. Les contrats liés à l'organisation de l'évènement bénéficieraient largement à des acteurs économiques proches du pouvoir. Le financement des projets culturels est ainsi orienté vers des initiatives qui servent les intérêts économiques et politiques d'une élite restreinte, au détriment des efforts visant à développer durablement la scène



culturelle locale.

Une fracture croissante

Cette instrumentalisation du Festival de Tadjourah contribue à creuser la fracture entre le pouvoir et les communautés locales. La méfiance s'installe parmi les citoyens, qui voient dans ces évènements davantage une opération de propagande qu'une célébration authentique de leur patrimoine. Les initiatives indépendantes, pour leur part, peinent à survivre face à un écosystème verrouillé par l'Etat.

Reprendre le contrôle du narratif culturel

Pour restaurer la crédibilité du Festival de Tadjourah, il est essentiel de dépolitiser l'évènement et de garantir une gestion transparente et inclusive. Cela passe par une consultation réelle des acteurs locaux, un soutien équitable aux initiatives culturelles indépendantes et une redistribution plus juste des ressources. Sans ces mesures, cet évènement culturel, jadis symbole de fierté collective, risque de devenir un simple outil au service des intérêts étroits d'une élite politique et économique.

Attaque contre un convoi de festivaliers : manipulation et désinformation en jeu

Le 26 décembre 2024, un convoi de festivaliers en route vers Tadjourah, ville côtière située au nord de Djibouti, a été pris pour cible par un groupe armé. Cette attaque a rapidement fait la une des médias nationaux, le gouvernement djiboutien imputant immédiatement la responsabilité de l'incident au Front pour la Restauration de l'Unité et la Démocratie (FRUD-armé), un groupe rebelle actif dans le pays. Cependant, des enquêtes récentes ont révélé que cette attaque pourrait n'avoir été qu'un moyen de manipulation orchestré par le gouvernement lui-même, dans **le but de discréditer le FRUD, de semer la confusion dans l'opinion publique et de justifier l'embargo économique dans le Nord de Djibouti.**

Un gouvernement réactif mais confus

Le convoi de festivaliers, principalement constitué de jeunes et de familles, se rendait à Tadjourah pour célébrer la 2ème édition du festival de Tadjourah, a été attaqué dans la région de Lac Assal dans la localité de Taffaré, par un groupe armé non identifié. Des civils ont été intimidés, chassés de leurs véhicules et rançonnés. Les autorités Djiboutiennes ont, dans les heures qui ont suivi l'incident, imputé sans réserve l'attaque au FRUD-armé, un mouvement rebelle qui lutte depuis des années pour une plus grande autonomie pour les régions périphériques du pays.

Le lendemain, lors de la conférence sur le Madqa à Tadjourah, le premier ministre Abdoukader Kamil s'est distingué avec ostentation en faisant le parallèle avec le FRUD et le terrorisme et suggérer par la même occasion des lois qui régissent le terrorisme dans le code pénal Afar. Après avoir imposé au parlement djiboutien de classer le FRUD armé comme « groupe terroriste », l'exécutif djiboutien voudrait bénéficier



des mêmes aises pour détourner le droit coutumier Afar à son avantage.

Une seule source à l'origine de la désinformation

Cependant, plusieurs éléments ont rapidement soulevé des doutes sur cette version des faits qui suggéraient que l'incident n'était pas le fruit d'une offensive rebelle. En effet, plusieurs témoins oculaires ont rapporté que les assaillants portaient des treillis militaires et cagoules pour notamment éviter d'être reconnu. Un comportement suspect pour un mouvement rebelle qui a toujours assumé ses actions. De plus, la nature de l'attaque a été jugée inhabituelle pour un groupe rebelle qui, dans le passé, privilégiait les embuscades et les actions militaires bien coordonnées, pas des attaques sur des civils en déplacement pour des festivités.

Une seule source à l'origine de l'information

Les rumeurs selon laquelle cette attaque aurait été orchestrée par le FRUD ont rapidement trouvé écho auprès de la population. Une tentative de manipulation orchestrée par un groupe qui évolue dans le domaine social, très actif au sein de la société civile et qui bénéficie des canaux de communication avantageux regroupant parfois de milliers de personnes.

Une stratégie de désinformation particulièrement pernicieuse et efficace. Dans leurs accusations, le groupe impute la responsabilité de l'attaque à un certain Mohamed Kassim auquel les autorités djiboutiennes se sont empressées d'éditer un mandat d'arrêt.

Le jeu de manipulation politique

Mohamed Kassim, jeune leader du FRUD qui a récemment rejoint le maquis s'est peu à peu imposé comme une figure emblématique de cette jeunesse Afar désireuse de prendre son destin en main. Mohamed gêne parce qu'il est tout l'archétype d'un djiboutien lambda qui a fréquenté l'école de la République et travaillé dans l'administration djiboutienne avant de quitter à cause des multiples injustices subies par lui et sa communauté. Son ascension dans le FRUD-armé inquiète le pouvoir djiboutien qui veut à tout prix chercher à l'isoler.

Une Opération de distraction

Si l'on se fie aux preuves qui commencent à émerger, il semble que l'attaque du convoi de festivaliers n'était pas un simple acte terroriste, mais bien une opération complexe de manipulation politique. L'attaque a ainsi permis au gouvernement djiboutien de justifier des arrestations massives et de maintenir un climat de peur propice à des actions répressives dans le Nord et le Sud-ouest en particulier à As-Eyla.

■ Visite de Macron à Djibouti

Le 21 décembre 2024, le président français Emmanuel Macron a effectué une visite officielle à Djibouti, soulignant l'importance stratégique de ce pays pour la France et sa présence militaire dans la région.

Renforcement de la coopération militaire

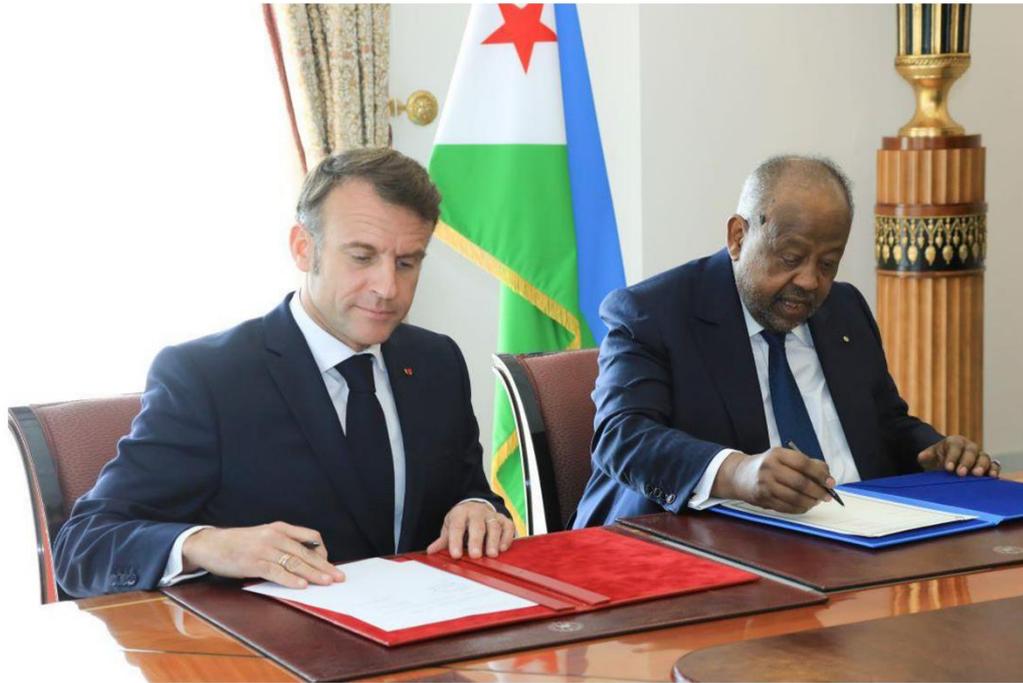
Lors de sa visite, Emmanuel Macron a rencontré son homologue djiboutien, Ismaïl Omar Guelleh, pour discuter du partenariat stratégique entre les deux nations. Le président français a réaffirmé l'importance de la base militaire française à Djibouti, la plus importante en Afrique avec environ **1500 soldats stationnés**. Il a souligné que cette présence est essentielle pour la stratégie indo-pacifique de la France et pour contribuer à la sécurité maritime dans la mer Rouge et l'océan Indien.

Modernisation des infrastructures

Emmanuel Macron a exprimé sa volonté de "réinventer" la base militaire française à Djibouti, en adaptant ses missions aux nouveaux défis sécuritaires de la région. Cette démarche intervient dans un contexte où la France a récemment réduit sa présence militaire dans d'autres pays africains, notamment au Sahel.

Un rôle élargi pour la base française à Djibouti

Lors de sa visite, Emmanuel Macron a annoncé une redéfinition du rôle de la base militaire française à Djibouti. Celle-ci, initialement tournée vers la surveillance de la mer Rouge et de l'océan Indien, deviendra un "point de projection" stratégique pour des missions en Afrique et au-delà. Cette réorientation intervient dans un contexte **où la France a été contrainte de réduire sa présence militaire au Sahel**.



En plus de ses fonctions actuelles, la base jouera un rôle central dans les opérations humanitaires, comme le soutien à Mayotte ou l'évacuation de civils dans des zones de conflit, et dans des missions sécuritaires en collaboration avec des armées partenaires locales.

Accords économiques et développement

Au-delà des questions militaires, la visite a été l'occasion de renforcer les liens économiques entre les deux pays. Deux accords ont été signés, portant sur la construction d'un nouvel aéroport à Djibouti et sur le développement d'une agence spatiale, témoignant de la volonté commune de diversifier et d'approfondir leur coopération.

Contexte régional et international

La visite du président français intervient dans un contexte de recomposition des alliances en Afrique de l'Est, où plusieurs puissances, notamment la Chine et les États-Unis, cherchent à renforcer leur influence. La position stratégique de Djibouti, située à l'entrée de la mer Rouge et du golfe d'Aden, en fait un point crucial pour les opérations militaires et

le commerce international.

Soutien à Ismaïl Omar Guelleh

Par ailleurs, le président français a réaffirmé son soutien à Ismaïl Omar Guelleh, au pouvoir à Djibouti depuis 1999, et dont la volonté de briguer un sixième mandat suscite des critiques internationales. Lors de leur rencontre, Emmanuel Macron a mis en avant la "stabilité" que Djibouti apporte dans une région troublée, tout en évitant d'aborder publiquement les accusations de violations des droits humains qui pèsent sur le régime djiboutien. Ce soutien, motivé par des considérations stratégiques, vise à préserver l'influence française dans une région où des puissances comme la Chine augmentent leur présence.

En conclusion, la visite d'Emmanuel Macron à Djibouti le 21 décembre 2024 illustre la volonté de la France de maintenir et de renforcer sa présence stratégique dans la région, en adaptant ses infrastructures militaires aux défis contemporains et en développant des partenariats économiques ambitieux avec Djibouti.

■ Macron en Abyssinie



Le 22 décembre 2024, le président français Emmanuel Macron a effectué une visite officielle en Éthiopie, marquant sa deuxième visite dans le pays en six ans.

Accueilli à Addis-Abeba par le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, Emmanuel Macron a souligné l'importance de renforcer les relations entre la France et l'Éthiopie. Les deux dirigeants ont discuté de divers sujets, notamment de la coopération économique, de la sécurité régionale et des efforts de développement.

Soutien à la restructuration de la dette éthiopienne

Lors d'une conférence de presse conjointe, le président Macron a exprimé son soutien aux efforts de l'Éthiopie pour restructurer sa dette, estimée à 3 milliards d'euros. Il a souligné l'importance d'une résolution rapide de cette question, en collaboration avec le Fonds monétaire international (FMI), et a mentionné une réunion clé prévue à la mi-janvier pour avancer dans ce processus.

Inauguration du Palais national rénové

Au cours de sa visite, Emmanuel Macron a inauguré le Palais national récemment rénové à Addis-Abeba, symbole du patrimoine éthiopien. Cette rénovation, soutenue par la France, témoigne de l'engagement des deux pays à préserver et valoriser leur héritage culturel commun.

Appel à la paix régionale

Le président français a également abordé les enjeux régionaux, appelant à une résolution pacifique des conflits dans la Corne de l'Afrique. Il a notamment exhorté les parties prenantes au Soudan à déposer les armes et à engager un dialogue constructif pour rétablir la stabilité dans la région.

Cette visite s'inscrit dans une tournée plus large du président Macron dans la Corne de l'Afrique, visant à renforcer les partenariats stratégiques de la France dans cette région clé.

Une controverse autour de l'or disparu du Palais impérial

Lors de la visite d'Emmanuel Macron à Addis-Abeba, une polémique a refait surface concernant la disparition de 400 kilogrammes d'or appartenant au Palais impérial.

Découverts en 2023 dans les caves du palais, ces lingots constituaient un trésor historique, vestige de l'époque impériale éthiopienne.

Selon des enquêtes préliminaires, cet or aurait disparu lors de travaux de rénovation réalisés avec l'appui de partenaires étrangers, dont certaines entreprises françaises.

Cette controverse a éclipsé en partie les discussions officielles. Bien que les autorités éthiopiennes aient ouvert une enquête, des responsables locaux accusent des intermédiaires privés de s'être enrichis illégalement. Certains détracteurs ont appelé la France à coopérer pleinement pour faire la lumière sur cette affaire, surtout au vu de son rôle dans la restauration du Palais national, inauguré par Emmanuel Macron au cours de cette visite.



Un point sensible dans les relations bilatérales

Si cette polémique n'a pas été abordée publiquement pendant la visite, elle met en lumière des tensions autour de la gestion du patrimoine historique éthiopien. Le président Macron, tout en saluant la collaboration culturelle entre les deux pays, a évité de commenter directement l'affaire. Cependant, des observateurs estiment que cette controverse pourrait influencer la perception des partenariats franco-éthiopiens à l'avenir, en particulier si les responsabilités ne sont pas clairement établies.

■ Un ministre russe à Sagallou

Le 20 décembre 2024, tandis que le président français Emmanuel Macron effectuait une visite officielle à Djibouti, une délégation russe dirigée par le ministre de l'Éducation était accueillie dans le nord du pays, à Tadjourah et Sagallou. Cette coïncidence, qui a attiré l'attention des observateurs internationaux, semble souligner une stratégie diplomatique concertée de la Russie dans la Corne de l'Afrique.



Une visite symbolique à Sagallou

Le ministre russe de l'Éducation, accompagné de l'ambassadeur et d'autres responsables, a été reçu en grande pompe par les autorités locales, dont le Sultan de Tadjourah. À Sagallou, un village marqué par une histoire commune avec la Russie, les festivités traditionnelles afar ont mis en lumière les liens historiques et culturels entre les deux pays. La visite a également été l'occasion de poser des bases pour des partenariats futurs.

Sagallou, un village situé dans la région de Tadjourah à Djibouti, partage une histoire singulière avec la Russie, marquée par un épisode méconnu mais riche en symbolisme historique. En 1889, des colons russes ont tenté d'établir un poste avancé à Sagallou sous l'égide du tsar Alexandre III, cherchant à créer une base navale dans cette région stratégique à proximité du détroit de Bab-el-Mandeb, un point clé du commerce maritime mondial.



Cependant, ce projet, connu sous le nom d' « expédition de Sagallou », a rapidement échoué. Les colons ont rencontré une forte résistance des forces locales et l'hostilité des puissances coloniales européennes, notamment la France, qui voyait dans cette initiative une menace pour ses intérêts dans la région. L'épisode a été bref, mais il a laissé **une empreinte durable dans l'histoire locale** et dans la mémoire collective russe.

Cette histoire, bien qu'éphémère, est souvent évoquée comme un symbole de fraternité et de relations potentielles entre Sagallou et la Russie. Aujourd'hui, ce lien historique est ravivé par des initiatives telles que la récente visite du ministre russe de l'Éducation, qui visait à renforcer les échanges culturels et éducatifs entre les deux parties, tout en reconnaissant cette connexion unique dans l'histoire des relations internationales.

Une stratégie d'influence régionale

La visite de la délégation russe, presque simultanée à celle de Macron à Djibouti, illustre les efforts de Moscou pour étendre son influence en Afrique de l'Est. En ciblant une région historiquement marginalisée, la Russie montre son intérêt pour des partenariats qui privilégient des relations directes avec les communautés locales, contournant les cadres diplomatiques traditionnels.

Ce geste intervient dans un contexte où les puissances mondiales, notamment la Chine et les États-Unis, renforcent leur présence dans la Corne de l'Afrique. Pour la Russie, cet engagement à Sagallou pourrait être perçu comme une tentative de contrebalancer l'influence occidentale et de rappeler son rôle historique dans cette région stratégique.

Mémoire partagée et perspectives d'avenir

Un moment fort de la visite a été la décision de poser un mausolée en mémoire des victimes d'un événement historique ayant marqué la région. Ce geste symbolique témoigne de la volonté des deux parties de consolider une relation fondée sur la reconnaissance mutuelle et le respect de l'histoire commune.

La visite du ministre russe à Sagallou met en lumière une approche diplomatique unique, mêlant symbolisme historique et actions concrètes pour l'avenir. Elle reflète aussi les dynamiques complexes de la région, où les grandes puissances rivalisent pour renforcer leurs partenariats stratégiques.

■ Élection présidentielle au Somaliland

Le 13 novembre 2024, le Somaliland a organisé sa quatrième élection présidentielle directe, marquant une étape significative pour cette république autoproclamée en quête de reconnaissance internationale depuis sa séparation de la Somalie en 1991.



Contexte et déroulement de l'élection

Initialement prévue en 2022, l'élection avait été reportée en raison de contraintes financières et de tensions politiques. Le scrutin du 13 novembre dernier a mobilisé plus d'un million d'électeurs à travers plus de 2 000 bureaux de vote, témoignant de l'engagement démocratique de la population. Les principaux enjeux soulevés par les électeurs concernaient **l'économie, la sécurité alimentaire et l'emploi**.

Résultats et réaction des candidats

Les résultats officiels, annoncés le 19 novembre 2024, ont attribué la victoire à Abdirahman Mohamed Abdullahi, leader du parti d'opposition Waddani, avec **63,92 % des voix**, contre 34,81 % pour le président sortant, Muse Bihi Abdi. Cette victoire marque la première accession au pouvoir de l'opposition en 14 ans. Dans son discours, Abdullahi a adopté un ton conciliant, déclarant que "tout le monde a gagné" et qu'il s'agissait d'une "élection de fraternité, visant à unifier le peuple".

Réactions internationales

Plusieurs acteurs internationaux ont salué le déroulement pacifique et démocratique de l'élection. Les dirigeants des pays voisins, eux même incapables d'organiser des élections libres et transparentes, ont félicité le peuple Somalilandais pour la tenue de ce scrutin exemplaire. Ainsi, le président djiboutien Ismail Omar Guelleh, le ministre des Affaires étrangères éthiopien et le Premier ministre somalien Hamza Abdi Barre, ont adressé leurs félicitations à Abdullahi.

Le nouveau président fait face à des défis majeurs, notamment la poursuite des efforts pour obtenir une reconnaissance internationale, renforcer la stabilité politique et économique, et gérer les relations avec la Somalie et les pays voisins. La gestion des accords régionaux, tels que celui conclu avec l'Éthiopie concernant l'accès à la côte, sera également cruciale pour l'avenir du Somaliland.

En conclusion, l'élection présidentielle de 2024 au Somaliland représente **une avancée significative pour cette république autoproclamée**, illustrant sa maturité démocratique et son aspiration continue à être reconnue sur la scène internationale.

Un accord historique entre la Somalie et l'Éthiopie pour la stabilité de la Corne de l'Afrique

Le 11 décembre 2024, la capitale turque, Ankara, a été le théâtre d'un tournant majeur dans les relations entre la Somalie et l'Éthiopie. Sous l'égide du président turc Recep Tayyip Erdogan, un accord historique a été signé pour résoudre les différends persistants entre ces deux pays stratégiques de la Corne de l'Afrique.

Contexte et enjeux géopolitiques

L'Éthiopie, pays enclavé depuis la sécession de l'Érythrée en 1991, cherche depuis des décennies à garantir un accès durable et sécurisé à la mer. En janvier 2024, Addis-Abeba avait conclu un accord controversé avec le Somaliland pour obtenir une bande littorale de 20 km en échange d'une reconnaissance potentielle de l'indépendance de ce territoire. Cette démarche avait provoqué la colère de Mogadiscio, qui considère le Somaliland comme une région autonome relevant de sa souveraineté.

Les tensions géopolitiques entre les deux pays s'étaient aggravées, menaçant la stabilité régionale et les efforts internationaux pour lutter contre les milices islamistes comme les Chabab.

Les termes de l'accord

Le président somalien Hassan Cheikh Mohamoud et le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed ont convenu d'abandonner leurs différends et de travailler ensemble pour une prospérité commune. Selon le texte, l'Éthiopie bénéficie désormais d'un accès maritime sous l'autorité souveraine de la République fédérale de Somalie.

Des discussions techniques, prévues d'ici février 2025, doivent finaliser les modalités pratiques et résoudre tout désaccord résiduel.

En échange, Mogadiscio obtient des garanties de respect de sa souveraineté et l'assurance d'une collaboration renforcée avec Addis-Abeba sur les plans commercial et sécuritaire.

Médiation et rôle de la Turquie

Recep Tayyip Erdogan a joué un rôle clé dans cette médiation, soulignant l'importance de surmonter les différends historiques pour assurer la paix dans la région. La Turquie, déjà très présente en Somalie par le biais de projets d'infrastructure et d'aide humanitaire, renforce ainsi son influence géopolitique en Afrique de l'Est.

Réactions internationales

La communauté internationale a salué cet accord. Le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, et l'organisation régionale IGAD ont qualifié cet événement de "percée diplomatique". Les Nations unies et plusieurs partenaires, comme l'Érythrée et l'Égypte, ont encouragé les parties à poursuivre sur cette voie.

Perspectives et défis

Cet accord, bien que prometteur, laisse des questions en suspens. Les négociations à venir devront aborder des points sensibles, tels que l'utilisation éventuelle d'une base navale et la gestion des infrastructures portuaires. En outre, les tensions internes en Somalie, les intérêts stratégiques d'autres puissances régionales et les menaces des groupes terroristes restent des défis majeurs.

En signant cet accord, la Somalie et l'Éthiopie envoient un signal fort en faveur de la paix et de la coopération. Il s'agit d'une étape clé pour stabiliser la région et répondre aux aspirations de développement économique et de sécurité partagées par leurs populations.

Houmed A. ■

